

**L'OR BLANC DU MALI,
LEVIER CONTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ**

**THE WHITE GOLD OF MALI,
A LEVER AGAINST EXTREME POVERTY**

Mohamed ATTEYOUB H. dit Modibo SIDIBÉ

Enseignant – chercheur à la FSEG, Bamako – Mali

Mail : atteyoub@gmail.com

Mamadou CAMARA

Enseignant – chercheur à la FSEG, Bamako – Mali

Mail : mamadouc94@yahoo.fr

Résumé

L'économie malienne repose sur l'agriculture et dépend largement des recettes d'exportation des produits comme le coton (près de 12 % des recettes de l'État en 2013 selon l'Instat). Les effets des instabilités sociopolitiques, le conflit dans le nord, les aléas naturels ou issus de l'activité humaine risquent de compromettre les progrès effectués jusqu'en 2011 dans l'amélioration des conditions pour atteindre les objectifs du développement durable (ODD).

Dans ce papier nous présentons l'apport de la filière du coton dans l'amélioration de la situation socioéconomique des populations à travers l'éradication de l'extrême pauvreté qui constitue le premier ODD.

Mots clés : Mali, Filière cotonnière, ODD, Faiblesses.

Code JL : N57, Q13, E17, D29

Abstract

The Malian economy is based on agriculture and depends largely on products such as cotton export earnings (nearly 12% of revenues in the State in 2013 according to Instat). The effects of socio-political instability, the conflict in the North, natural hazards or from human activity could jeopardize the progress made until 2011 in the improvement of the conditions for the achievement of the objectives of the Sustainable Development Goals (SDG).

In this paper we present the contribution of the cotton sector in the improvement of the socio-economic situation of the people through the eradication of extreme poverty which is the first SDG.

Keywords: Mali, Cotton Sector, SDG, weaknesses.

1. Introduction

Vaste pays semi-aride et enclavée de la ceinture sahélienne, le Mali est classé parmi les économies à faible revenu, peu diversifiée et exposée aux fluctuations des prix des matières premières comme le coton, constituant son produit d'exportation agricole par excellence. L'or blanc procure des revenus aux différents acteurs de la filière, fait vivre près d'un tiers de la population et constitue une part non négligeable des recettes budgétaires de l'État (12 % en moyenne depuis 2010). Au niveau microéconomique, environ 70 % de la population tire ses principaux revenus des activités agricoles.

Avec une croissance économique de 4,7 % en 2018 qui a ralenti pour la troisième année consécutive, en raison de la propagation de l'insécurité dans les régions du centre. Cette situation fait que le déficit budgétaire est passé de 2,9 % du PIB en 2017 à 4,7 % en 2018 et les recettes ont chuté de 4,5 % du PIB au même que nous pouvons attribuer à une contraction du recouvrement des impôts due à la détérioration de la situation sécuritaire. Selon la Banque Mondiale (BM, 2019), sa forte croissance démographique avec un taux de fécondité de 6 enfants par femme en 2017 et le changement climatique représentent des risques importants pour l'agriculture et la sécurité alimentaire du pays.

Selon Diop et Diaw (2014, 1 et s), « les gouvernements de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont entrepris, depuis la fin des années 1980, des réformes et des programmes économiques et financiers en vue d'instaurer un climat propice à un dynamisme économique. Cette volonté s'est traduite, en 1999, par l'adoption d'un pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité. Cependant, nonobstant les efforts et les progrès enregistrés, le taux d'évolution de l'activité réelle dans la zone reste en deçà du niveau minimal de 7 % requis pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ».

Au Mali, les effets des instabilités sociopolitiques, le conflit dans le nord du pays, les aléas naturels ou engendrés par l'activité ont compromis les progrès effectués jusqu'en 2011 dans l'amélioration des conditions socioéconomiques pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), décidés sur le plan international dans le but d'assurer l'épanouissement de la population dans chacun des pays ciblés.

Comme approche méthodologique nous nous inspirons, des résultats des enquêtes participatives, que nous avons mené en (2012, 2014 et 2017) dans les zones de production cotonnière de Koutiala, Sikasso et San, à travers l'échantillonnage par principe de saturation, des rapports de divers organismes (Institut Nationale de la Statistique « Instat-Mali », Compagnie Malienne de Développement Textile « CMDT », Ministère de l'agriculture, Programme des Nations-Unies pour le Développement « PNUD) etc.), des travaux de chercheurs. En optant pour une étude exploratoire, nous utilisons comme cadre d'analyse l'économie du développement, celle spatiale et la nouvelle économie géographique, pour consolider les analyses que nous effectuons sur le thème abordé.

Comme problématique, nous cherchons l'existence d'une corrélation entre la production du coton et l'éradication de la pauvreté au Mali ? Dans ce papier composé de deux parties, nous présentons dans la première les Objectifs du Développement Durable (ODD) et la politique adoptée par le Mali pour les atteindre. La seconde partie de notre travail porte sur l'apport de la filière coton dans l'amélioration de la situation socioéconomique des populations à travers son impact sur la lutte contre la pauvreté. À l'issue de ce papier, nous pouvons établir la relation qui existe entre l'impact de cette filière et l'atteinte de cet objectif majeurs parmi les autres ODD au Mali.

II – Méthodologie

2. Bref présentation des Objectifs du Développement Durable (ODD) et politique nationale au Mali.

2.1. Les Objectifs du Développement Durable

Deux décennies après le sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en présence des dirigeants politiques de 117 nations, les progrès en termes d'éradication de la pauvreté, de création d'emplois et d'intégration sociale ont évolué de façon inégale. Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) basés sur huit points ont suivis de 2000 à 2015. Ils ont galvanisé des efforts sans précédent pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde. L'Organisation des Nations Unies (ONU) collabore avec les gouvernements, la société civile et les différents partenaires pour exploiter la dynamique dégagée par les OMD et poursuivre un programme ambitieux pour l'après-2015 appelé ODD portant sur 17 points, dont le premier fait l'objet de notre analyse (élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde).

Nous retenons qu'au cœur de l'Agenda 2030, 17 ODD ont été fixés. Ceux-ci couvrent l'ensemble des enjeux de développement dans tous les pays comme le climat, l'énergie, la biodiversité, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc. Nous présentons les ODD à travers le schéma qui suit.

Schéma 1 : Les objectifs de développement durable



Source : Site du PNUD (2020).

L'économie malienne étant dominée par l'agriculture reste un élément capital qui fragilise la situation socio-économique lors des mauvaises campagnes. Selon le rapport (2013, 29) du ministère de l'action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées sur les OMD¹, « Le déficit de production agricole est une des causes majeures de l'insécurité alimentaire principalement en milieu rural où sévit la pauvreté. La réponse structurelle aux crises alimentaires récurrentes telle qu'envisagée par le Gouvernement est d'opérer un changement structurel des conditions de la production en améliorant l'accès aux intrants modernes et performants, en favorisant grandement le développement de la mécanisation et en mettant à la disposition du producteur une plus grande capacité de conseil agricole ». Il faut cependant souligner que Des efforts notables ont été réalisés dans les principaux domaines sociaux malgré les difficultés et les faiblesses des moyens financiers du pays.

De nos jours, nous constatons une prise de conscience générale, malgré l'existence d'une portion importante des climato-sceptiques, que nous devons satisfaire nos besoins actuels, sans compromettre la satisfaction de celui des générations futures. Les Objectifs de développement durable, aussi appelés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Les ODD sont intégrés et reconnaissent que les interventions dans un domaine auront un impact plus ou moins significatif qui peuvent affecter, les résultats dans d'autres et que le développement doit équilibrer les aspects socio-économiques et environnementaux. Pour que tous les êtres humains profitent des externalités positives de nos actions, les nations se sont engagées à accélérer les progrès pour ceux qui sont le plus en retard notamment les pays du Sud. Ces motifs ci-avant font que les ODD sont conçus pour amener le monde à plusieurs « zéros » qui changent significativement les conditions de vie, notamment la pauvreté, la faim, le sida et la discrimination à l'égard des plus vulnérables (femmes et des filles). Nous devons travailler² « ensemble à atteindre ces objectifs ambitieux. La créativité, le savoir-faire, la technologie et les ressources financières de toute la société seront nécessaires pour atteindre les Objectifs dans tous les contextes ».

¹ Ministère de l'action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées (2013), *Impacts de la crise de la crise socioéconomique et politique 2012 sur les OMD*, p29.

² <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>, consulté le 10 Avril 2020.

2.2. Les réformes institutionnelles récentes pour l'accélération de l'atteinte des ODD

Au Mali, il existe un dispositif institutionnel de gestion de la mise en oeuvre des objectifs du développement durable qui a les mêmes ambitions que le Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCR) à travers l'adoption en mars 2019 du cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CSREDD, 2019 – 2023). Le Ministère de l'Économie et des Finances a coordonné l'ensemble de cet arsenal. Généralement, certaines décisions politiques ont des implications institutionnelles au niveau de l'ensemble des structures de gestion de l'économie et des finances publiques.

On peut présenter les implications, les plus en rapport avec la mise en œuvre des ODD, dans les points suivants :

2.2.1. Les principales initiatives en cours pour la mise en œuvre des ODD

Les mesures adoptées par les pouvoirs publics au Mali pour accélérer l'atteinte des ODD sont nombreuses et de diverses natures parmi lesquelles nous avons : le renforcement de la volonté politique nationale à des actions concrètes d'amélioration des conditions de vie des populations, les initiatives d'amélioration de la gestion de volets entiers du processus du CSCR. On peut considérer que certaines de ces stratégies ont, de par leur nature, des effets significatifs, directs ou indirects, sur le rythme d'évolution vers les ODD.

Dans le souci de trouver une issue à la crise multidimensionnelle que le Mali connaît depuis 2012, il y a eu la signature d'un accord de paix et de réconciliation, en 2015 à Alger, et l'élaboration de plusieurs documents de politique et de stratégie dont le Plan pour la relance durable du Mali (PRED) 2013-2014 et le Programme d'actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018.

Le premier cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2016-2018), a été élaboré pour prendre en charge, en plus des orientations du CSCR 2012-2017, celles de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, et des autres documents de politique. Il avait pour mission de "servir pour toutes les parties prenantes, de cadre intégrateur des politiques sectorielles et des stratégies régionales et locales". Son objectif global était de promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

Nous admettons que malgré les résultats encourageants obtenus, les enjeux en termes de développement institutionnel et socio-économiques sont considérables. Une meilleure performance des politiques publiques est à rechercher dans tous les secteurs. Il convient de procéder à un rééquilibrage du budget au profit des secteurs qui ont bénéficié d'une allocation inférieure aux prévisions. Avec l'arrivée de l'échéance en décembre 2018 du CREDD (2016-2018), une nouvelle stratégie nationale de développement et une nouvelle étude nationale prospective Mali 2040 étaient nécessaires. L'élaboration du CREDD 2019-2023 s'inscrit dans l'objectif de capitaliser les résultats du CREDD 2016-2018 en vue d'une stratégie proactive de transformation économique et sociale du Mali. Le CSCRP 2012-2017, était le résultat d'un long processus participatif a été adopté par les autorités maliennes en décembre 2011. Il résume dans un document unique clair, la totalité des politiques et stratégies de développement du pays.

2.2.2. La mise en oeuvre du Plan national d'actions sur l'efficacité de l'aide

L'aide publique au développement est cruciale et indispensable pour maintenir une stabilité socioéconomique durable au Mali en termes de financement des actions de développement, (près de 60 % entre 2007 et 2011), l'amélioration de l'efficacité de cette aide, en plus de ses avantages éthiques et moraux, constitue un atout majeur pour l'accélération de l'atteinte des ODD. Le plan national d'action sur l'efficacité de l'aide a été conçu et adopté pour garantir :

- L'amélioration de l'appropriation par les décideurs des orientations et actions de développement économique et social. ;
- L'amélioration de l'alignement de l'aide sur les priorités nationales fixées ;
- L'harmonisation de l'intervention des partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- La pratique de la gestion axée sur les résultats ;
- Situer la responsabilité de tous les acteurs (gouvernement et PTF) ;
- Le renforcement de la déconcentration et la décentralisation de la gestion des finances publiques.
- La mise aux normes internationales de la qualité, de la préparation et de l'exécution afin de permettre la généralisation des appuis budgétaires.

Selon le rapport de l'« Enquête 2008 de mise en oeuvre de la déclaration de Paris », si nous comparons la situation actuelle à celle de 2005, les autorités maliennes ont une meilleure appropriation des orientations et actions de développement économique et social résultant

d'une meilleure intégration de l'aide publique au développement au budget national. Cependant malgré ce constat positif, des efforts d'améliorations de la gouvernance et l'utilisation des ressources publiques sont nécessaires. Le tableau ci-après permet de présenter les évolutions de certains indicateurs économiques du Pays.

Tableau 1 : Évolution de quelques indicateurs économiques clés du Mali en %

Indicateurs économiques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux de croissance réelle du PIB	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3	7,1	6,2	5,8	5,4	4,7
dont secteur primaire	3,6	11,9	3,1	10,6	-2,1	9,1	-3,4	10,1	6,4	7,5	5	5,2
dont secteur secondaire	-1,5	-1,2	2	-5	0,5	-8,6	-0,4	8,1	-0,4	0,3	6,6	8,4
dont secteur tertiaire	8,6	5,3	-0,5	10,9	8,2	-2,9	7,3	5,4	6,9	6,8	5,4	3,1
Taux d'inflation	1,4	9,2	2,2	1,2	3	5,9	-0,6	0,9	1,5	-1,8	1,8	1,8
Taux d'investissement global (en % du PIB)*	20,5	23,1	20,2	20,8	18,7	14,8	17,1	17,9	18,4	19,3	20,3	18,4
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	12,5	11,9	13	12,9	12	12,1	12,3	12,6	14	14,9	15,2	11,8
Taux de couverture (exportations/importations)	83,1	104	103,5	75,5	87,8	103,9	92	84,5	85,1	83	76,1	86,0
Taux d'endettement extérieur et intérieur publique (en % du PIB) **	18,9	19,2	22,2	25,7	23,9	24,3	26,4	27,4	30,7	36,0	36,0	37,3

Source : Instat-Mali (2019, Compte économique du Mali 2018, 16).

Le tableau ci-dessus récapitulatif, l'évolution de certains indicateurs économiques, nous permet de dire que la situation macroéconomique du Mali est stable, malgré la crise multidimensionnelle que ce pays traverse. Le taux d'inflation est resté inférieur à 3 % recommandée sauf, en 2012, qui fût une année très mouvementée (Coup d'état, invasion djihadiste etc.). Le taux d'endettement global, est largement en dessous de 60 % du PIB.

2.2.3. L'apport du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Le PNUD, en sa qualité de principale agence accompagnant les pays, pour assurer une vie descente est bien placé pour contribuer à la réalisation des ODD dans presque 170 pays et territoires. Il accompagne les pays dans leurs efforts permettant de relever efficacement divers défis de développement, centrés autour de trois grands axes que sont : l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, l'accélération des transformations structurelles pour le développement durable et le renforcement de la résilience des pays aux crises et aux chocs. Sans doute, cet accompagnement nécessite différentes formes de soutien.

Le PNUD aide les nations à atteindre les ODD à travers des solutions intégrées. Les défis complexes auxquels cette organisation doit faire face aujourd'hui est de lutter contre les inégalités, s'impliquer dans la prévention des conflits. Pour cela, les différents acteurs doivent trouver des solutions qui répondent aux réalités quotidiennes des populations. En tenant compte, les antécédents de travail dans la réalisation des objectifs, le PNUD capitalise une expérience précieuse et une expertise reconnue en matière de politiques qui permettront d'atteindre l'essentiel des objectifs de développement durable d'ici 2030. Mais, il doit compter sur la mobilisation et l'implication de tous les acteurs (pouvoirs publics, population, associations etc.).

C'est incontestable que la réalisation des objectifs de développement durable nécessite le partenariat des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et des citoyens, afin de garantir la création d'une planète meilleure pour les générations futures.

III - Résultats

3. L'impact du coton sur la lutte contre la pauvreté au Mali comme facteur clé

Une des principales perspectives de la filière cotonnière est la reconnaissance par tous les acteurs de son impact considérable sur la lutte contre la précarité et l'extrême pauvreté, car c'est un produit qui permet d'avoir un revenu malgré que le pays soit preneur de prix et que le niveau de sa production soit influencé par différents aléas que le pays subit. L'objectif majeur de la production cotonnière au Mali est de lutter contre l'exclusion sociale à travers la diminution de la pauvreté, mais le caractère multidimensionnel de celle-ci rend difficile l'atteinte des objectifs dans les périodes que les pouvoirs publics se fixent. Selon le rapport du ministère de l'action humanitaire (2013, 32), « La pauvreté monétaire est un phénomène répandu au Mali. En 1990 on estimait que 69,3 % de la population malienne étaient pauvres ; les objectifs du millénaire pour le développement visent à réduire de moitié cette proportion : la cible pour 2015 s'établit ainsi à 34,7 % de la population ».

3.1. Le rôle de la production cotonnière dans la baisse du niveau de la pauvreté entre 2001 et 2018.

Dans la littérature, nous avons plusieurs manières pour qualifier la notion de pauvreté. Elle est définie selon Vérez (2007, 12) comme « une situation de privation absolue ou relative, régulière ou non, réversible ou non. Elle peut être synonyme de misère (s) ». Pour Sen (1993a), la pauvreté au sens économique ne permet ni l'accès aux biens premiers, ni leur

transformation en bien être. Les formes de la pauvreté sont très diverses aussi : en économie, dans les sociétés monétarisées, la pauvreté est déterminée à travers le constat d'un manque de revenus monétaires et d'une absence de ressources matérielles nécessaires répondant aux normes de l'environnement concerné.

Le manque de revenus monétaires lié à une participation à la vie productive est prépondérant au Mali, ce phénomène se renforce par le fait le pays n'a pas les moyens de compenser cette situation par les mécanismes de redistribution existant dans les pays développés comme la France ou la Suède. Dans les environnements où l'État-Providence est peu présent ou n'existe pas, l'inexistence de revenu liée à la production peut être un motif d'appauvrissement.

Les différentes formes de la pauvreté ont été analysées par Vérez (2007, 15), qui « distingue essentiellement la pauvreté monétaire, la pauvreté humaine, la pauvreté sociale ». Il remarque « toutefois d'autres visages telles la pauvreté des conditions de vie, la pauvreté administrative ». Pour l'auteur la pauvreté monétaire se définit par rapport à un revenu monétaire disponible qui est celui du ménage. Il est possible de comparer ce revenu à un seuil le plus adapté, lequel correspond à un pourcentage donné du revenu moyen ou du revenu médian³.

Il est précieux de ne pas confondre revenu disponible et pouvoir d'achat ou revenu disponible et accès aux biens. Outre la faiblesse du revenu, la pauvreté monétaire peut être encore la conséquence des conditions économiques et sociales très délicates, difficiles voire irréversibles : chômeur, titulaire de contrat précaire, revenus instables, endettement excessif. Cette forme de pauvreté affecte aussi ce que nous appelons maintenant les nouveaux travailleurs pauvres. Ce sont des salariés qui sont embauchés, mais ayant un salaire mensuel qui ne leur permet pas de subvenir à l'ensemble des besoins essentiels. C'est le cas de 40 % des salariés du secteur agricole au Mali selon l'Instat (2013, 28). On peut qualifier un degré plus sévère de la pauvreté comme la misère. Les formes de celle-ci sont multiples : Selon Jarret et al., (1998, 84), on parle de misère à propos « de la science (Popper), de la sexualité (Reich), de la philosophie (Marx), de la politique, de la culture ».

Pour les paysans maliens, la culture du coton est une opportunité d'accéder à l'économie monétaire. Aujourd'hui, compte tenu de la situation mondiale avec des fortes fluctuations régulières de prix du coton, les cotonculteurs maliens sont confrontés à un choix difficile. D'une part il s'agit de continuer la culture du coton tout en espérant un redressement durable des prix ou d'autre part de passer à des cultures alternatives. La diversification de la

³ Le revenu médian est le revenu qui sépare en deux parts égales l'ensemble de référence : ici la moitié de la population touche moins, la moitié touche davantage.

production agricole pourrait être une solution pour que cesse la dépendance à l'égard de la seule culture du coton. Cependant, les cultivateurs qui ont choisi de cultiver des céréales, par exemple, en ont produit pour se nourrir, mais ils se trouvent souvent dans une crise pécuniaire plus grave. Les revenus tirés de la vente des excédents de céréales ne permettent pas d'avoir les mêmes revenus que ceux issus de la vente du coton, vu la nature et l'importance de la demande de ce dernier au niveau international, surtout que les céréales sont vendues au niveau local en grande partie. Dans la plupart des cas, ces paysans deviennent les victimes de marchands qui profitent de la situation, particulièrement vulnérable en période de soudure.

La diversification de la production pourra être facilitée dans un pays développé et encouragée par des subventions diverses, des primes de reconversion, etc. Pour un pays en développement comme le Mali, changé de culture suppose des conditions pédologiques (l'étude de la situation des sols) et climatiques favorables sur les mêmes terres, des modifications d'habitudes ou de techniques culturales, des actions de formation, de vulgarisation et d'encadrement. Les producteurs de coton dans une grande majorité ne peuvent pas supporter la chute de revenu qu'implique le délai de passage d'une culture à l'autre. Au niveau macroéconomique, une modification importante des capacités de production d'une culture au Mali implique des délais qui peuvent s'étendre sur plusieurs années.

3.1.1. L'évolution de la production de coton graine entre 2001 et 2018

Nos différentes missions (2012, 2014 et 2017), nous ont permis de remarquer l'ampleur du rôle du secteur coton dans le quotidien des ménages ruraux. Les revenus tirés de l'or blanc couvrent une part importante des besoins de consommation et d'équipement de ceux-ci. Ces besoins concernent à la fois l'alimentation, l'habitat, ainsi que les dépenses de santé et la scolarisation des enfants, la réalisation des moyens d'approvisionnements en eau potable.

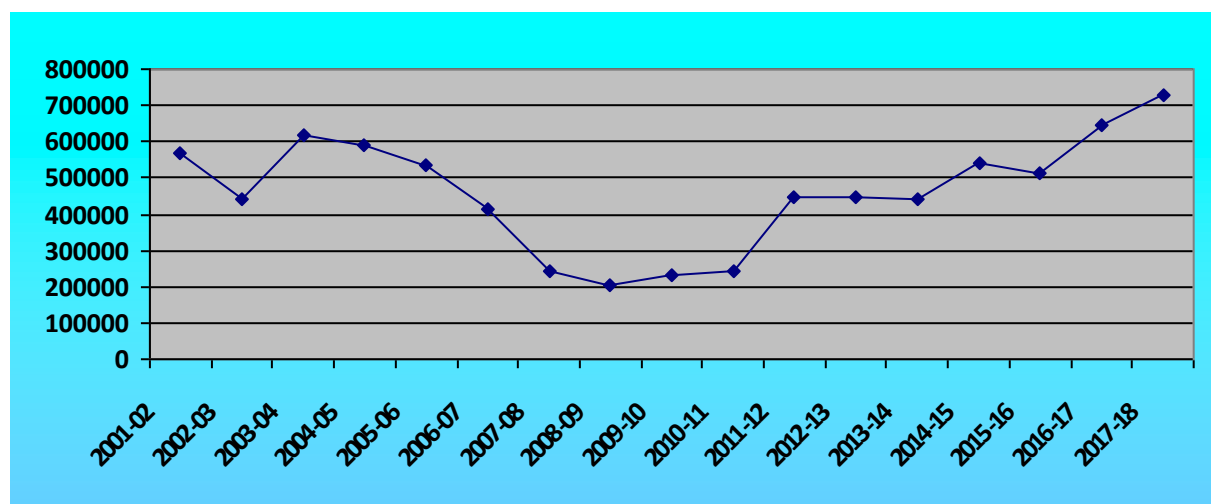
Si nous tenons compte de l'apport pour les populations bénéficiant de la réalisation d'un point d'eau potable, nous constatons que cela a un impact positif sur le niveau de santé des bénéficiaires. L'accès à l'eau est important pour le développement de l'homme. À ce propos des travaux mettent en relief la relation entre celui-ci et l'amélioration des conditions de vie et du bien-être. L'un des buts de la production du coton est de diminuer considérablement pour venir à bout de la pauvreté, en mettant un accent particulier sur l'émancipation des femmes. À ce sujet on retrouve dans la littérature un lien étroit entre les travaux des femmes, le temps

d'approvisionnement en eau, la scolarité des enfants et la disponibilité de la ressource en eau développé par Nankhuni et Findeis (2004), Koné (2010, 2012), Maiga (2019).

La contribution des organisations paysannes (OP) de cotonculteurs et de la CMDT dans la réalisation des infrastructures socio-sanitaires, améliore le plateau sanitaire du pays. La santé est un élément déterminant pour construire le capital humain facteur de croissance endogène selon Lucas (1988). Une personne en bonne santé est capable de travailler et de produire de la richesse, car selon Bodin (1577)⁴, « il n'y a ni richesse, ni force que d'homme ». Des investissements collectifs très onéreux ont été possibles grâce à l'effort de tous les acteurs du coton (CMDT, Collectivités, OP, État), qui participent activement à travers les revenus issus du coton au financement des projets de plus en plus productifs d'infrastructures réalisées et gérées collectivement si nous prenons l'expression de Grosheny (2012). Les aménagements agricoles, les infrastructures hydrauliques, les magasins coopératifs sont les résultats des projets collectifs qui constituent les déterminants d'une croissance endogène mais aussi territorialisée puisque la croissance au Mali repose en grande partie sur les ressources agricoles qui ne demandent qu'à être valorisées.

Dans le graphique 1, nous présentons la situation de la production de coton graine au Mali de 2001 à 2018.

Graphique 1 : Évolution de la production de coton graine de 2001 à 2018 au Mali



Source : Direction commerciale de la CMDT (Février 2020).

En analysant la production cotonnière de la campagne 2001 à 2018, nous constatons une amélioration significative (157 011 T soit 27%). Le début de cette période, la production était de 570 989 tonnes en 2001-02, un record de 728 000 tonnes en 2017-18 qui a propulsé

⁴ <http://www.m-n-r.fr/mnr-hebdo/chene-hebdo-55.pdf>, consulté le 12 Novembre 2014.

le Mali au rang de 1^{er} producteur africain de coton pendant la période considérée. Cependant, malgré cette embellie, la moitié de la période d'analyse (2006 à 2012) a été marquée par des mauvaises campagnes, car la production n'a cessé de diminuer lors des campagnes successives pour atteindre un niveau déplorable de 201 425 tonnes en 2008-09 soit une baisse de 64 % par rapport à la production de 2001-02. Les causes de cette baisse sont en grandes parties imputables à la baisse des prix au niveau international, qui se répercute directement sur les prix payés au cotonculteurs, l'inorganisation des services d'accompagnement de l'État et de la CMDT.

Nous constatons une amélioration de la production depuis la campagne 2010-11, s'expliquant par une amélioration des prix sur le marché international en partie, la prise de conscience collective des faiblesses de chacun acteurs, car le Mali demeure une terre de production cotonnière par excellence si les paysans sont motivés. Avec la hausse des prix de ces dernières années (250 FCFA le kg auprès des producteurs en 2011-12 et campagne suivante), le pays a retrouvé sa place de leader de la production en Afrique de l'Ouest. Selon Balié (2012, 9) « la période 2000-2010, a été marquée par des crises du secteur coton particulièrement importantes qui n'ont fait qu'accompagner la baisse du rendement du coton graine. Plusieurs réflexions ont été menées sur les causes de cette baisse et on retient un ensemble de facteurs explicatifs tant au niveau technique que socio-économique ».

Nous avons eu la confirmation au Mali, lors de notre enquête de Février 2017 à travers des interviews auprès de 100 producteurs de l'or blanc dans la zone cotonnière de Koutiala et San, que le prix d'achat du coton graine par kilogramme est très important pour la prise de décision en ce qui concerne les superficies allouées à la culture de ce produit. En effet, si les prix d'achat annoncés au début de la campagne agricole sont attractifs, les producteurs n'hésitent pas à consacrer une grande partie des terres cultivables, dont ils disposent à la culture du coton aux dépens des autres produits comme les céréales (mil, sorgho, maïs) etc. Certains producteurs se permettent de louer gratuitement (auprès de la famille ou des amis) ou moyennant le versement d'une somme, des terres cultivables auprès de ceux qui ont suffisamment de parcelles exploitables.

Comme perspective, les paysans souhaitent produire 1 000 000 tonnes de coton graine 2019-20. Atteindre un niveau de transmigration de 10 à 25% du coton produit au Mali niveau national, dans le but d'améliorer la création de riches vecteur indispensable de la lutte contre le chômage l'immigration et la faiblesse d'assiette fiscale nationale. Pour Maiga (2019, 14), il

faut « développer un programme d'appui aux entreprises du secteur coton-textile ; mettre en place un programme de formation aux métiers du textile ». Les acteurs ciblent une production d'au moins 800 000 tonnes de coton graine exondé et 150 000 tonnes de coton graine irrigué sur 100 000 ha à l'Office du Niger (ON) pour améliorer davantage la qualité du coton malien avec les fibres longues. Les paysans envisagent également de produire 3 000 000 tonnes de céréales sèches, reprendre certaines activités de développement rural dans sa zone d'intervention pour l'autopromotion paysanne.

3.1.2. L'évolution du niveau de la pauvreté entre 2001 et 2018

En 2012, selon l'Instat, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté était 41,2 % au Mali. Ce montant était fixé à 175 431 FCFA (267 euros), par an pour un individu, soit 14 619 FCFA par mois (22,28 euros), correspondant à un revenu journalier de 487 FCFA (0,74 euros). Les enquêtes sur la pauvreté sont effectuées auprès des ménages maliens tous les trois ans à cause de la faiblesse des moyens financiers et humains du pays. Nous avons constaté une augmentation du seuil de la pauvreté au Mali en 2011 par rapport à 2010, car ce montant était de 165 000 FCFA (251 euros), par an pour un individu et touchait 43,7 % de la population. Avec une telle proportion élevée de pauvre dans le pays, les pouvoirs publics estiment que la production du coton par la majorité des paysans pourra contribuer à infléchir le niveau de ce mal que constitue la pauvreté. Le tableau suivant retrace l'évolution des seuils et incidences de la pauvreté de 2001 à 2018.

Tableau 2 : Évolution des seuils et incidence de la pauvreté au Mali (2001-2018)

Années de référence	Seuils de pauvreté (FCFA)	Incidence de la pauvreté (%)	Incidence de la pauvreté sans les régions du Nord
2001	136 000	55,6	57,9
2006	149 000	47,6	49,1
2009-10	165 000	43,7	45,0
2011	172 000	45,6	45,9
2013	174 000	47,1	47,1
2014	175 000	46,9	48,0
2015	177 000	47,2	48,3
2016	175 000	46,8	48,1
2017	178 343	44,9	46,0
2018	181 201	43,8	44,9

Source : EMEP 2001, ELIM 2006, MICS/ELIM2009, EMOP2011-2018.

Nous avons remarqué lors de nos missions dans la zone cotonnière (2012, 2014 et 2017), qu'une augmentation ou une baisse des revenus du coton, pour les producteurs, a un impact direct sur l'étendue et la profondeur de la pauvreté en milieu rural et affecte également les zones urbaines dans lesquelles les usines de transformation de la graine sont installées. Cela est d'autant plus vrai qu'il a été révélé que la pauvreté est plus répandue dans les régions cotonnières de Sikasso, Koulikoro et Kayes, qu'au niveau national⁵.

Selon diverses études de la B M, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les régions de production de coton est la plus élevée et cela dans tous les pays de grande production cotonnière. Le rapport de la B M « Cotton and Poverty » fait (Wodon et al., 2006), soulignait que le coton génère peu de bénéfices, notamment pour les petites exploitations. Le fait que les paysans demeurent producteurs de l'or blanc serait attribué aux avantages indirects issus de sa culture (accès au crédit, aux intrants, au conseil, à la formation). Une autre étude de la BM (2007, 14), portant sur la pauvreté parmi les producteurs de coton en Afrique Centrale et de l'Ouest a fait des simulations sur l'effet des changements de prix sur les revenus des paysans cotonniers. Ces analyses émettent l'idée que le coton pourrait être une trappe à pauvreté pour les paysans maliens du fait de la dépendance à des prix internationaux pour un pays preneur de prix « *price taker* », surtout avec la faiblesse continue du billet vert (dollar) face à l'euro ayant une parité fixe avec le FCFA.

Pour le cas spécifique du Mali, une analyse des résultats de l'enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM, 2006), fait ressortir la situation de pauvreté des producteurs de coton. En effet, il y ressort que le groupe de ménages le plus pauvre est celui dirigé par les agriculteurs et notamment les cotonculteurs de la région de Sikasso (DNSI/BM, 2007, 3). Selon Delarue et al., (2009,4), « Cette information peut paraître stupéfiante tant elle montre un décalage entre les potentialités existantes et les moyens apportés d'une part et les résultats obtenus en termes de recul de la pauvreté d'autre part ». Les analyses de la B M confirment les thèses selon lesquelles le coton a profité aux sociétés cotonnières et à l'État plus qu'aux producteurs maliens. Il est apparu que le niveau relativement élevé des prix aux producteurs qui a été constaté pendant la période qui a suivi la dévaluation du FCFA en 1994 a masqué les inefficacités et la mauvaise gestion de la CMDT. Au Mali depuis la campagne 2006-07, on

⁵ Observatoire de développement humain durable, (2009), ODHD. (2009), *Contribution du coton à la croissance économique au Mali*, rapport final, p 44 et 45.

essaye d'établir un partage équitable des retombés du coton avec la mise en place du fond de soutien à la filière coton.

L'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) a été conçue pour mettre à jour les indicateurs du Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) arrimés aux Objectifs du développement durable (ODD) ainsi qu'à ceux des programmes sectoriels mis en œuvre par le gouvernement du Mali. Nous constatons au niveau national, une dégradation de la situation par rapport à 2012, car selon l'Instat (2019, 17), l'incidence à travers le taux de la pauvreté c'est-à-dire la proportion de la population malienne qui n'arrive pas à dépenser 181 201 FCFA nécessaire pour satisfaire ses besoins de base, est estimée à 43,8% en 2018 contre 44,9% en 2017. Cette légère amélioration est probablement inhérente à la bonne campagne agricole des productions céréalières de 2017-2018 qui ont été estimées à 9 295 974 tonnes, en hausse de 5% par rapport à la campagne passée. Nous observons aussi dans la même période une stagnation du taux d'inflation de 1,8 % en 2017 et 2018.

La pauvreté est largement répandue en milieu rural, plus de la moitié d'entre eux sont pauvres (54,1%). Les ménages dirigés par les hommes contiennent plus de pauvres que ceux dirigés par les femmes (45,0% contre 23,0%). Les pouvoirs publics estiment que l'effort d'investissement nécessaire pour éradiquer la pauvreté, mesuré par sa profondeur, c'est-à-dire le déficit collectif moyen des dépenses des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté pour l'ensemble de la population est estimé à 480,9 milliards de francs FCFA.

Si nous tenons compte de la procession des biens durables, (EMPO 2019, 18) permet de dégager la tendance ci-après : deux ménages sur cinq (40,1%) possèdent un téléviseur et ce pourcentage a connu une augmentation significative entre 2001 et 2011 (passant de 14,1 à 37,1%), puis une stagnation de 2011 à 2018. La possession du téléphone portable⁶ par les ménages a enregistré une progression significative entre 2011 et 2018, passant de 66,8% à 89,9%. La proportion la plus faible des ménages possédant ce moyen de communication est estimée à 86,8% chez les pauvres en milieu rural en 2018.

Malgré la baisse de l'incidence de la pauvreté, l'EMPO (2019) aussi révèle que beaucoup de non pauvres demeurent très proches du seuil de pauvreté, ce qui résulte de la fragilité de leur situation. Les résultats de cette enquête montrent que le niveau de la pauvreté a un peu

⁶ Le téléphone portable n'a pas été pris en compte dans l'enquête de 2001.

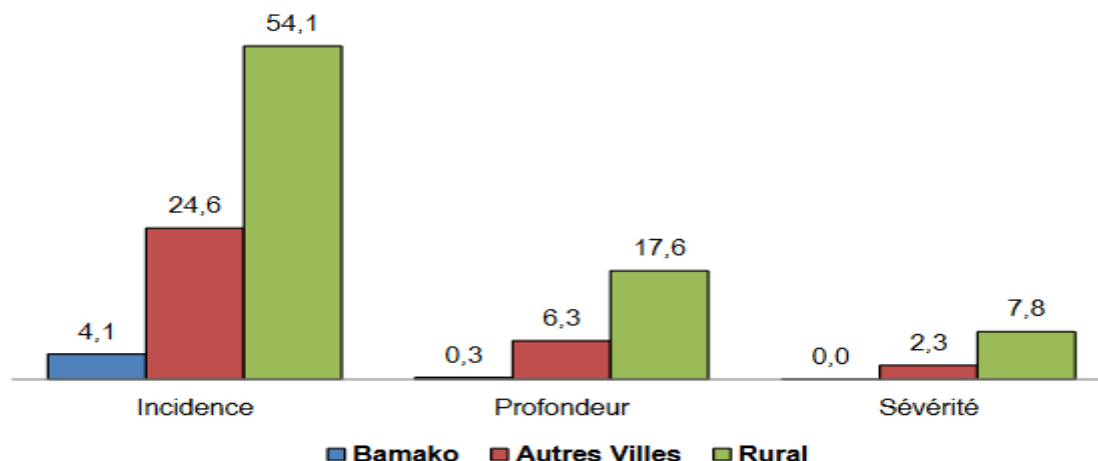
augmenté en milieu urbain entre 2001 et 2017 (28,6 % en 2001 contre 32,9 % en 2017). Par contre dans les campagnes ou zones rurales sur la même période, la pauvreté a diminué (passant de 66,8 % en 2001 à 53,6 % en 2017). Nous constatons que Sikasso demeure la région où le poids de la pauvreté est le plus élevé du pays, alors que cette région demeure le fief de la production cotonnière (passant de 80 % à 78 % sur la période d'étude). Cette région à elle seule contribue pour 32 % à la pauvreté nationale.

C'est « paradoxal » que le taux de la pauvreté soit élevé dans la région cotonnière de Sikasso et que la part des producteurs diminue dans la valeur du coton graine. Cette proportion⁷ qui dépassait les 60 % avant la campagne 1996-97, se situait à 43,7 % en 1999-00. Les producteurs ont reçu une part trop faible du prix d'exportation pendant une longue période et la CMDT présentait des coûts d'opération anormalement élevées. Ces défaillances sont apparues en 1998 alors que les cours mondiaux du coton avaient baissé, et que le fonds de stabilisation mis en place par la CMDT pour minimiser, l'impact de la baisse des cours mondiaux s'était révélé insuffisant à l'issue des détournements fréquents des responsables de la société. Cela a abouti à une grève pendant la campagne 1999-00, à laquelle une grande proportion des producteurs a boycotté la culture de l'or blanc.

Il doit y avoir d'autres facteurs expliquant ce paradoxe, car il apparaît évident que grâce au coton, les populations concernées ont pu améliorer sensiblement leur niveau d'équipement en matériels agricoles, équipements familiaux, infrastructures etc. Enfin on peut se demander de savoir dans quel état de pauvreté se trouveraient les populations rurales de la zone cotonnière (région de Sikasso, Ségou) sans le coton ? Dans le graphique 2, nous présentons, l'indice de pauvreté selon la résidence des individus.

Graphique 2 : Indice de pauvreté selon le milieu de résidence en % (2018)

⁷ Observatoire du Développement Humain Durable. (2009), *op. cit.*, rapport final p 46.

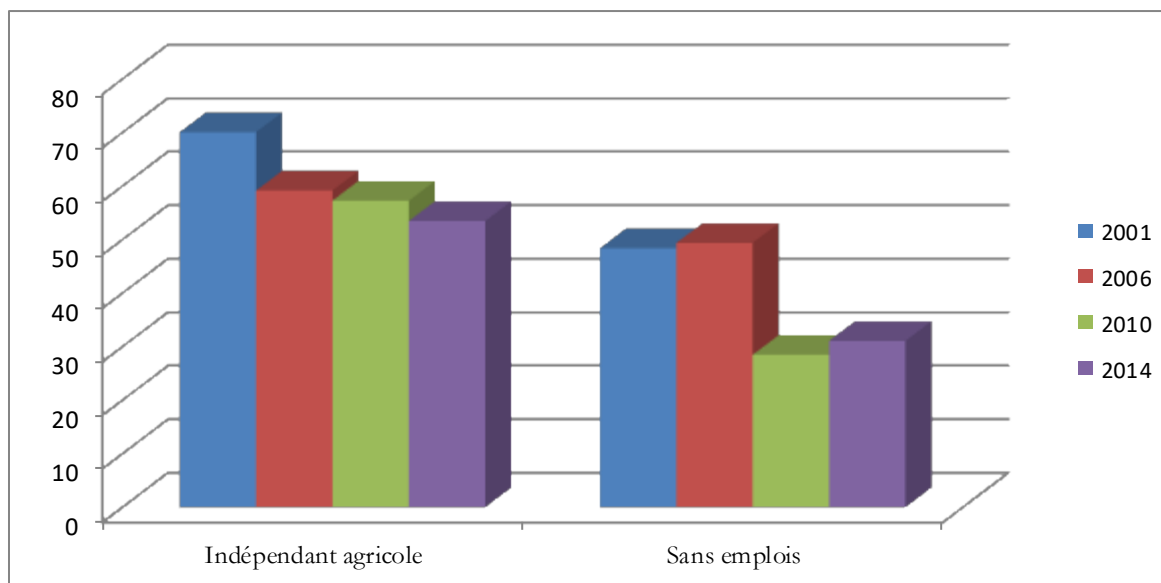


Source : EMOP (2019, 34).

En analysant les résultats par région, nous constatons que l'ampleur de la pauvreté est la plus élevée à Sikasso, Mopti, Koulikoro et Ségou avec des incidences respectives de 67,6%, 56,6%, 54,1% et 49,6 %. Les pourcentages ci-avant sont supérieurs à la moyenne nationale. Pour ce qui concerne la profondeur et la sévérité, elles sont également plus élevées à Sikasso, Koulikoro, Mopti et Ségou traduisant ainsi une inégalité dans la distribution des dépenses de consommation qui servent à mesurer le niveau de bien-être.

Au Mali, d'une manière générale, les agriculteurs font partie des couches qui sont plus affectés par la pauvreté. L'examen de l'incidence de la pauvreté par groupe socioéconomique nous en illustre l'ampleur de cette situation. Le graphique 3 nous présente l'incidence de la pauvreté sur les deux groupes socioéconomiques les plus pauvres à savoir les indépendants agricoles et les sans-emplois.

Graphique 3 : Incidence de la pauvreté pour les groupes socio-économiques les plus pauvres au Mali entre 2001 et 2014.



Source : Rapport de l' « Enquête par grappe à indicateurs résultats du volet ELIM ; INSTAT 2011 » et calcul de l'auteur (2015).

La pauvreté demeure prépondérante en 2014 chez les agriculteurs, car elle touche encore 55,5 % des effectifs, d'où leur classement comme couches les plus pauvres de la population, même s'ils sont dans une dynamique d'amélioration de leur situation. En 2014, le pourcentage de la pauvreté est largement plus élevée chez les agriculteurs que chez les sans-emplois qui comparativement à 2010 (28.5%) sont, en 2014, légèrement plus touchés (31.1%).

Nous retenons que, les populations affectées par la pauvreté extrême sont généralement dans une situation alimentaire délicate, car la valeur totale de leur consommation ne couvre pas celle de leurs besoins alimentaires de base. Selon l'Instat-Mali, en 2010 au moins 22 % de la population totale du Mali, étaient en état de sous-alimentation. Or selon le rapport du ministère de l'action humanitaire⁸, « la malnutrition des enfants reste cependant le signe patent d'une restriction plus ou moins grande de l'alimentation. La proportion d'enfants en état d'insuffisance pondérale (poids pour âge) est en 2010 de 19 % au niveau de l'ensemble du pays à comparer à la cible de 17,5 % en 2015. Elle est de 14 % en milieu urbain et 20,4 % en milieu rural. Ces proportions sont en baisse de 6 à 8 points depuis 2006. Cette tendance à la baisse est générale au niveau des régions. La baisse est très marquée partout notamment pour le District de Bamako, dans les régions de Kayes, Kidal et Mopti mais est à peine sensible dans la région de Tombouctou ». Nous verrons à travers la conclusion de ce papier le

⁸ Ministère de l'action humanitaire (2013), Impacts de la crise de la crise socioéconomique et politique 2012 sur les OMD, p 35.

constat que nous pouvons retenir de l'apport de la production de l'or blanc sur l'atteint de cet objectifs non négligeable des ODD à l'horizon 2030.

IV- Discussion

Malgré les succès considérables obtenus depuis trois décennies (1990 - 2020) dans la lutte contre la pauvreté, plus de 11.42 % de l'humanité est encore pauvre soit 800 millions de personnes, dont environ 70% sont des femmes, vivent toujours dans une pauvreté extrême. Le nouvel agenda de développement durable a pour ambition d'éradiquer la pauvreté extrême d'ici à 2030. En regroupant les problèmes de développement en 7 domaines, un sondage effectué par le Groupe de Recherche en Économie Appliquée et Théorique (GREAT, 2018), les populations sondées ont placé en première préoccupation l'alimentation et l'agriculture (68%), loin devant tous les autres domaines. En associant les problèmes aux ODD, Celui 2 relatif à l'élimination de la faim arrive largement en tête des priorités nationales avec 65% de suffrage. L'ODD 1 relatif à l'éradication de la pauvreté occupe la 4^e place des préoccupations avec 23%.

Afin d'aborder la problématique de la pauvreté dans sa globalité, l'objectif un des ODD, qui s'attache à éliminer la pauvreté extrême, comprend une cible liée à la pauvreté relative, telle que définie par chaque pays. Nous soulignons que les personnes en situation de pauvreté sont particulièrement affectées en première ligne par les crises politico-économiques, les catastrophes naturelles, la violence, la perte de la biodiversité et des services écosystémiques. Pour assurer que les populations ayant pu sortir de la pauvreté n'y retombent pas, l'objectif premier est associé à la mise en place de mesures visant à renforcer la résilience, comme par exemple la mise en place de systèmes de sécurité sociale, permettant d'éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour) d'ici la date prévue (2030).

L'initiative des pouvoirs publics est basée sur l'augmentation de la production agricole à travers un changement radical de pratiques agricoles capable d'atténuer les effets négatifs des déficits pluviométriques récurrents, est en soi une mesure importante ciblant l'atteinte des ODD. Cette initiative, en réduisant l'insécurité alimentaire en milieu rural fait diminuer simultanément l'effet de la pauvreté sur l'ensemble du territoire. Nous notons que la production cotonnière a joué un rôle important dans le développement rural dans les zones concernées, à travers l'amélioration du cadre de vie des populations, l'approvisionnement

correcte en denrées alimentaires non produits localement et la promotion de l'ensemble des activités agro-sylvo-pastorales. Les auteurs comme Koné (2012), Dialité (2010), Balié (2012), Maiga (2019) ont souligné, l'effet positif de cette production sur une meilleure sécurité alimentaire.

Les pouvoirs publics doivent s'intéresser tant aux inégalités qu'à la pauvreté pour ne laisser personne de côté, en mettant l'accent sur les moyens de sortir de la pauvreté et de ne pas y retomber. Cela suppose de s'attaquer aux problèmes sociaux, économiques, environnementaux et de gouvernance qui sont corrélés et sont les principales causes qui font basculer les citoyens dans la pauvreté ou les rendent vulnérables au risque d'y retomber. L'ampleur et la rapidité des changements appellent des actions décisives et cohérentes de la part d'un grand nombre d'acteurs à différents niveaux pour promouvoir l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions.

Au Mali, il faut du courage et de la volonté politique pour inverser la tendance très inquiétante observée ces dernières années comme l'extrémisme violent, les conflits, l'instabilité économique et financière, les épidémies, l'insécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement. Les catastrophes liées à l'extrémisme violent et les conflits interethniques ont augmenté en nombre et en ampleur, réduisant à néant les acquis de développement, exacerbant les situations de fragilité et contribuant aux agitations sociales.

Nul n'ignore que les conflits, les tensions sectaires et l'instabilité politique sont en hausse malheureusement. D'où l'indispensable nécessité pour les gouvernements de prendre les mesures idoines pour gérer les risques, prévenir les chocs et les crises, mais aussi y faire face plus efficacement, et agir de manière intégrée sur leurs motifs sous-jacents.

Un nouveau défi s'impose à nos nations économiquement et structurellement fragiles, nous avons assisté à des épidémies d'envergure entraînent de lourdes pertes économiques liées à leur impact sur les moyens de subsistance ou à la baisse des revenus des ménages et du produit intérieur brut (PIB) des pays concernés, comme l'a montré l'épidémie d'Ébola survenue en Afrique de l'Ouest en 2014 - 2015 et la pandémie de coronavirus (COVID- 19) qui engendrera une récession mondiale sans doute en 2020. Les banques centrales⁹ du monde entier cherchent à rassurer les marchés et à surmonter le choc du Covid-19 dont le bilan,

⁹ <https://www.france24.com/fr/20200316-covid-19-les-banques-centrales-se-coordonnent-le-monde-se-barricade>. Consulté le 16 mars 2020.

principalement en Europe, s'aggrave de façon exponentielle, poussant les États à confiner leurs populations et à fermer leurs frontières. Les mêmes politiques de distanciations sociales sont adaptées au niveau des tous les autres continents.

Le Mali a été largement affecté par l'effritement depuis plusieurs années des cours des matières premières. En raison d'une diversification très insuffisante, l'économie est fortement tributaire des recettes issues du coton et l'or qui constituent environs 87% des exportations. Les chaînes de valeur sont piètrement développées à l'image de l'or blanc (3 % seulement y est transformé). Le Covid-19 pourrait induire des effets néfastes sur l'activité économique, pouvant engendrer une perte de croissance de 6 points du PIB, soit un taux de -1% en 2020. Nous partageons l'analyse selon laquelle, à l'issue d'une crise, le potentiel de développement reste instable à court terme parce que, le capital humain s'affaiblit ainsi que les institutions qui ne sont pas déjà fortes dans les jeunes démocraties comme le Mali.

Il faut donc réfléchir de façon intelligente, pour adopter des politiques assurant une mobilisation importante de ressources provenant de sources diverses, y compris par le renforcement de la coopération pour le développement, pour doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés comme le Mali, le Niger, l'Afghanistan etc. de moyens adéquats et prévisibles permettant la mise en œuvre des programmes et politiques, qui visent à éradiquer la pauvreté sous toutes ses dimensions. Il faut aussi, la mise en place aux niveaux national, régional et international des principes de politique générale viables, qui se basent sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, accentuer l'investissement dans la formation du capital humain, pour faciliter l'amélioration des capacités pour toute la population quel que soit le pays d'origine.

V - Conclusion

Depuis l'indépendance, les différents gouvernements du Mali ont placé la lutte contre la pauvreté au cœur de leur politique de développement. Pour les pouvoirs publics actuels, cette volonté s'est manifestée à travers la mise en œuvre des différentes générations du Cadre stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD), ex Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) ayant pour objets entre autres, le suivi et l'évaluation des stratégies mises en œuvre pour vaincre efficacement la pauvreté.

Nous convenons avec l'Instat-Mali (2020), qu'à travers les estimations, quelque 700 millions de personnes vivent encore avec moins de 1,90 USD par jour, 1,3 milliard de personnes, dont une part disproportionnée de femmes et personnes handicapées, sont en situation de pauvreté multidimensionnelle et 80% de l'humanité vit avec moins de 10 USD par jour. Cette tendance s'observe chaque jour davantage et en grande partie dans les pays à revenu intermédiaire. Malgré la crise sécuritaire depuis 2012, l'économie malienne fait preuve de résilience. En 2019 le pays a enregistré une croissance de 5 % (tirée par les bonnes productions d'or et de coton) un déficit budgétaire de 3,1 % du PIB, mieux que les 4, 7% de 2018 et une inflation de 0,4 %. L'endettement public était de 35,5 % du PIB fin 2018. Mais, nous constatons avec amertume la persistance de l'insécurité alimentaire, malgré les efforts de régulation du marché et des stocks de vivres, reste intimement lié au binôme pauvreté structurelle et déficit annuel de production agricole.

Nous partageons avec Maiga (2019, 15), que « la filière coton, avec l'appui des autorités du pays, jouera son rôle dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Elle apparaît comme un puissant vecteur de lutte contre la pauvreté et l'insécurité. Son apport à l'économie nationale et à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire sera important ». Les acteurs doivent continuer à fournir des efforts pour améliorer et consolider les atouts et chercher les voies et moyens, permettant de relever durablement les défis de la filière pour pérenniser la rentabilité de la production de coton. C'est la solution pour changer durablement et qualitativement les conditions de vie de la majorité des maliens qui dépend du secteur coton.

La continuité et le développement de cette culture permet sans doute de pérenniser la possibilité d'avoir autres sources de devises pour l'économie qui ne sont pas issues de l'exportation d'or qui occupe depuis 2003, la première place en terme de recette d'exportation. Mais ce dernier constitue une ressource épuisable dans le temps. Après 2015, il fallait continuer l'effort de mobilisations des ressources financières et matérielles nécessaires, pour réaliser, un programme de développement ambitieux axé et orienté vers le bien-être des populations d'où la mise en place des ODD. L'État doit établir un programme rigoureux et réalisable, pour que le pays passe rapidement d'une agriculture de subsistance à celle d'autosuffisance dans les dix prochaines années.

Bibliographie

- BCEAO. (2012), *la situation de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA*. Direction Générale des Études Économiques et de la Monnaie, p 5.
- DELARUE J., MESPLE-SOMPS S., NAUDET J D., ROBILLIARD A S. (2009), *Le paradoxe de Sikasso : coton et pauvreté au Mali*. Document de travail DT/2009-09. IRD, AFD, DIAL.
- DIOP M. ; DIAW A (2014), Politique budgétaire et stabilité macroéconomique en union économique et monétaire le cas de l'UEMOA, *Revue OFCE*, Débats et politiques, n° 137.
- DNSI (2004), « *Enquête Malienne sur l'évaluation de la pauvreté (EMEP) (2001), Principaux Résultats* », mimeo, DNSI, Bamako.
- DNSI (2007), « *Tendances et Déterminants de la Pauvreté au Mali (2001-2006)* », rapport rédigé avec le soutien de la Banque mondiale et de la coopération belge.
- JARRET M.-F. et MATHIEU F.-R., (1998), *Économie publique*, Ellipses, Coll. « Universités », p.84.
- GROSHENY B. (2012), « Microfinance et Ancrage Territorial : une Revue de la Littérature », *Cahiers du Ceren* 33, 40-55 p.
- KONE Y S. (2010), *L'apport du coton dans le financement des activités génératrices de revenu dans la zone cotonnière de Bougouni*. Écofil-Mali.
- KONE Y S. (2012), *Production cotonnière et ses effets sur l'économie malienne*, Rapport écofil-Mali.
- MAIGA. I. I (2019), *COTON production Record*, United Nations Conference on Trade and Development, 11th MULTI-YEAR EXPERT MEETING ON COMMODITIES AND DEVELOPMENT. 15-16 April 2019, Geneva.
- NANKHUNI F., FINDEIS J L. (2004), « Natural Resource Collection Work and Children's Schooling in Malawi ». *Agricultural Economics*, 31 (2–3): 123–34.
- ODHD. (2009), *Contribution du coton à la croissance économique au Mali*, rapport final.
- ODHD. (2010), *Crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole*. Bamako, rapport final fait par Diakité Lamissa.

- PNUD-MALI. (2001), *Profil de pauvreté au Mali*, Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté au Mali (ODHD/LCPM).
- PRIMATURE. (2009), *Note de concept pour l'évaluation de la faisabilité d'un programme de développement des oléagineux au Mali*. République du Mali, Bamako.
- SEN A K. (1993A), *Capability and Well-Being*, in Nussbaum et Sen (eds.), *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, pp. 30-53
- USAID, WACIP, (2010) *La prise en compte des co-produits du coton dans le mécanisme de fixation du prix de coton graine au Mali*, rapport final, p. 27.
- VEREZ J. C., (2007), *Pauvretés dans le monde*, Ellipses.
- WODON Q., BRIAND V., LABASTE K N., SANGHO Y. (2006), « *Cotton and Poverty in Mali* », Draft World Bank Working Paper, Washington, DC. Never published.
- WORLD BANK. (2007), « *Tendances et déterminants de la pauvreté au Mali (2001- 2006)* », World Bank et l'apport de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) et du Partenariat Belge pour la Réduction de la Pauvreté.
- WORLD BANK. (2007), '*Mali - Second Poverty Reduction Support Credit*', Program Document n° 41916
- **Sites Internets consultés**
- [https:// www.worldbank.org](https://www.worldbank.org)
- www.cmdt.com; (les rapports d'activités des campagnes de 2012 à 2018).
- www.instat.gov.ml.
- [https:// www.uemoa.org](https://www.uemoa.org)
- www.m-n-r.fr/mnr-hebdo.
- <https://www.eda.admin.ch>
- [https : //www.undp.org](https://www.undp.org)
- [https:// www.agenda-2030.fr](https://www.agenda-2030.fr)
- <https://www.france24.com/fr>